

Pour un boycott intégral des JO du régime totalitaire de Pékin

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Le régime totalitaire chinois constitue aujourd'hui une menace guerrière imminente contre Taïwan. Tout comme Poutine qui donna l'ordre à l'armée russe d'envahir la Géorgie le jour de l'ouverture des Jeux de Pékin en 2008, le président chinois Xi Jinping pourrait profiter de la diversion de Jeux d'hiver réunissant toute la "famille sportive" sous sa supervision, pour accentuer la pression sur Taïwan qu'il entend annexer tôt ou tard. Il serait irresponsable d'exclure a priori l'hypothèse d'une invasion durant le show-business olympique.

Pourtant, tout se passe comme si la guerre olympique ne pouvait avoir lieu. Sans même attendre de l'Union européenne une position commune, le président français Emmanuel Macron s'est aligné sur la position anti-boycott de la ministre écologiste allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock : "Les Jeux olympiques sont une fête du sport. Il ne faut pas en profiter pour faire de la politique." Le Parti-État chinois, paraît-il, ne fait pas de politique ! Le gouvernement social-libéral allemand d'Olaf Scholz évite surtout de saper les efforts de son compatriote Thomas Bach, l'actuel président du CIO, dans le renforcement des partenariats commerciaux sino-allemands... Les ministres du gouvernement français de Jean Castex ont suivi la manœuvre en répétant l'intoxication idéologique du pouvoir chinois: le sport n'a rien à voir avec la politique, les athlètes doivent être "préservés". Ainsi le ministre français de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer déclarait que "le sport est un monde en soi qui doit être préservé au maximum des interférences politiques". Et la ministre des Sports Roxana Maracineanu ajoutait "qu'il est important de pouvoir accompagner nos athlètes parce que nos champions se sont entraînés, préparés". En somme, le droit des sportifs à réaliser leur rêve de nababs olympiques primerait sur celui des prisonniers de l'archipel concentrationnaire

chinois. À qui s'adresse une telle mystification? Les Jeux ne sont pas un monde à part, hors sol et hors temps.

L'efficacité du boycott

Les incitations à la collaboration sportive se multiplient dans la presse française. Mélenchon, fidèle admirateur de la répression du peuple tibétain par l'armée populaire chinoise et des régimes qui tirent sur leur peuple (Cuba, Venezuela...), estime avec la morgue d'un stalinien que "la France ne doit pas plus boycotter les Jeux de Pékin que ceux de Moscou en 1980". Le géopolitologue Pascal Boniface, l'ami des sportifs qui font du tourisme olympique dans les dictatures, trouve qu'"il n'est pas juste de [les] priver de pouvoir défendre leurs chances" et que "si des

pays sont inféquentables, ils ne devraient pas l'être uniquement pour les activités sportives" (L'Humanité, 16 décembre 2021). Or, Boniface feint d'oublier que dans la guerre économique et les conflits diplomatiques avec les "pays inféquentables", toute une série de mesures-sanctions réelles sont prises (blocages des avoirs financiers, interdictions de territoire, hausses des tarifs douaniers, expulsions, annulations de traités, etc.). En quoi et pourquoi faudrait-il fétichiser l'exception des sportifs qui se comportent comme des mercenaires de l'effort tarifé dans le business olympique? Pourquoi devraient-ils être exemptés des mesures de rétorsion politique que prennent les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, le Japon, l'Union européenne pour

sanctionner les agissements de la Biélorussie, de la Russie ou de la Chine?

Pour Carole Gomez, adepte zélée du quoi qu'il en coûte olympique, "la logique du boycott, qu'il soit diplomatique [...] ou sportif [...], apparaît surtout comme une solution qui semble plus cosmétique que réellement probante [...], une arme surannée, incapable de fédérer au-delà des divergences politiques" (L'Humanité, 6 janvier 2022). Dans un journal qui ne s'est jamais distingué par sa défense des droits de l'homme dans les pays du "socialisme réellement existant", elle révisé là outrageusement l'histoire car les campagnes de boycott des Jeux de Mos-



poppe 22